

CHERCHELL

Pannes troublantes des distributeurs de billets de banque

Les distributeurs dénommés guichets automatiques bancaires (GAB) ou distributeurs automatiques de billets (DAB) permettent aux clients d'effectuer une transaction bancaire en libre-service en moindre temps et enfin de contribuer au confort des citoyens.

Cependant, ce n'est pas tellement le cas des citoyens de la ville de Cherchell. «Nous sommes titulaires de cartes de transactions bancaires en libre service auprès des distributeurs de billets de banque, malheureusement, nous sommes confrontés à des aléas lors des tentatives de retrait d'argent liquide que ce soit sur guichets automatiques bancaires d'Algérie Poste, ou sur guichets automatiques GAB d'une banque.» Certains de ces citoyens titulaires de cartes magnétiques de Banques nous avouent ne pas pouvoir les utiliser sur des guichets automatiques bancaires d'Algérie Poste. Ces machines, trop souvent, sont soit inopérantes soit provisoirement hors service.

A Cherchell, des guichets automatiques de banques et Cnep affichent en panne pour une durée indéterminée, notamment durant les week-ends. «Telle est la triste réalité, pour un pays qui maîtrise la technologie de l'information et de la communication», se désole un fonctionnaire, qui est obligé de patienter au niveau des guichets et de se plier à une file d'attente de

plusieurs minutes. A la lumière de ces constats, la situation technique de ces distributeurs de billets de banque est troublante du fait «qu'ils sont sujets, trop souvent, à des pannes inexpliquées pour les détenteurs de cartes magnétiques», nous avoue un autre fonctionnaire. Le même phénomène est observé au sein de plusieurs bureaux de poste, à l'instar de celui d'une célèbre zone côtière où le préposé au guichet nous répond : «Nous sommes désolés, mais le lecteur de carte n'est pas fonctionnel, pour retirer votre argent utilisez le chèque.»

Dans un autre bureau de poste de la région de Cherchell, on nous indique brutalement : «Pas d'internet !», cela après une chaîne d'attente de plusieurs minutes. Récemment, nous avons observé devant les distributeurs attendant à quelques organismes bancaires, CNEP, Badr, BDL et poste de cette ville, des citoyens qui attendaient vainement que la machine démarre. C'est en dépit de l'affichage du message de non-fonctionnement que les clients s'interrogent et s'inquiètent avec colère : «Est-ce un problème de maintenance du réseau ou une insuffisance de fonds ?» clame un titulaire de carte magnétique en conseillant aux autres clients de se diriger vers les



Photo : DR

autres distributeurs, c'est-à-dire de faire du nomadisme pour percevoir son argent. Ainsi, plusieurs clients se sont déplacés vers les autres guichets automatiques bancaires jusqu'aux villes du littoral, à l'instar de Zeralda, Staoueli et Aïn Benian pour être payés. Un citoyen a exprimé haut et fort son mécontentement face à la mauvaise prestation de service de ces machines, pourtant achetées en devises fortes ou montées en Algérie au prix fort. Ces clients déplorent en outre le fait que la plupart du temps le titulaire de la carte magnétique ne reçoit pas l'argent qu'il réclame, car limité au seuil de 20 000 dinars, parce qu'au-delà de cette somme, il faut acquérir la carte dorée Gold. «Il s'agit pourtant de notre argent, on doit en dis-

poser à notre gré !» s'insurge ce client. Pourtant, la Satim, la Société d'automatisation des transactions interbancaires, une filiale de 16 banques algériennes, dont Algérie Poste, 7 banques publiques et 9 banques privées, est chargée de gérer le réseau monétique interbancaire (RMI), et de sécuriser le système, particulièrement à travers la compensation interbancaire entre les GAB des agences bancaires.

Hélas, la réalité et le discours reflètent une situation paradoxale, car, selon un citoyen, «un titulaire de carte bancaire ne peut s'approvisionner qu'au niveau d'un GAB bancaire, et le GAB d'Algérie Poste ne dessert que les clients de la poste», précise ce citoyen qui ajoute : «Jusqu'à preuve du

contraire, plusieurs clients des banques se sont vu rejeter leurs cartes au niveau des GAB postaux, pourtant la Satim régit des transactions interbancaires dans le cadre d'un réseau monétique interbancaire qui regroupe la quasi-totalité des établissements de la filiale Satim en assurant la compensation interbancaire», s'indigne ce citoyen au fait des procédures financières.

Destinée à faire gagner du temps, la carte magnétique postale ou bancaire devient, dans les cas cités, une technologie que le chéquier supplante allégrement pour bénéficier de l'argent liquide au niveau du guichet en acceptant de se plier à l'éternelle chaîne auprès des guichets.

Ainsi, à travers ces aléas, le quotidien des citoyens se trouve affecté par des pannes récurrentes, au grand désespoir des usagers de cette technologie altérée du 21^e siècle. «Nous avons signalé la panne, et on attend depuis plusieurs jours», nous répond un préposé d'une banque. D'autres citoyens pensaient à tort échapper aux chaînes interminables devant les guichets, notamment durant les périodes de paiement des retraités et des fonctionnaires, pour échapper aux scènes de panique, de mouvements de foule et de bousculades qui ont prévalu dans certains bureaux de poste, lors du versement des pensions de retraites ou des salaires de fin de mois.

Houari Larbi

EL TARF

Rien ne va plus à la Direction de l'éducation

Rien ne va plus au sein de la Direction de wilaya de l'éducation. Et pour cause, le chef de service du personnel et celui de la scolarité et des examens ont démissionné, en fin de la semaine écoulée, pour protester contre la gestion de l'actuel directeur qu'ils jugent «chaotique, anarchique et allant à l'encontre des lois de la République».

Dans le même sillage, des fonctionnaires de ladite direction ont affirmé mordicus avec un pincement au cœur à peine retenu que «la démission des deux responsables est motivée beaucoup plus par le climat délétère qui règne au sein de cette administration où le directeur aurait pris des décisions qui vont à l'encontre des textes régissant le fonctionnement des établissements scolaires, la gestion des carrières du personnel et, par ailleurs, la scolarité des élèves».

Cependant, des sources concordantes ont indiqué que des scandales multiples et d'une gravité avérée ont éclaboussé cette administration et que les autorités auraient camouflés».

Reste à la tutelle de dépêcher une commission d'enquête pour connaître les tenants et les aboutissants de cette cascade de démissions dans un secteur aussi sensible et névralgique que celui de l'éducation.

Daoud Allam

NAÂMA

Journée d'études sur le foncier agricole

La wilaya de Naâma a organisé, dernièrement, une journée d'étude sur le foncier agricole à l'effet d'une éventuelle évolution de l'agriculture dans cette contrée du sud-ouest.

Ont été conviés à cette journée plusieurs professionnels du domaine, entre autres, les services agricoles, l'agence locale de l'assainissement de terres agricoles, l'Office national des terres agricoles de la wilaya, l'ANRH (Agence nationale des ressources hydriques de Saïda), les services du cadastre, le HCDS, l'agence foncière etc.

Dans un aperçu sur la région steppique de la wilaya de Naâma, M. Bouabdelli, directeur de l'ANRH de Saïda, a fait le point sur la contribution de l'Etat en matière d'aide à l'accès aux terres agricoles. Il dira : «...la wilaya de Naâma, située dans le Sud-Ouest algérien, est particulièrement exposée au risque de désertification, comme la plupart des régions arides ou semi-arides du pourtour méditerranéen. Elle est également en proie à de profondes transformations socio-économiques, qui posent l'enjeu majeur de garantir l'équilibre entre la protection des différents milieux et le développement des populations rurales qui y vivent. La diversification des activi-

tés économiques, accélérée et amplifiée dans le contexte de réformes des politiques rurales et de la mondialisation des échanges, a contribué à intensifier le processus de désertification, malgré les efforts déployés par ailleurs par les instances gouvernementales. Depuis quarante ans, la pression exercée sur les ressources, en particulier l'eau, a fortement augmenté. Dans cette région, les parcelles agricoles implantées sur des sols fragilisés, généralement les alluvions des dépressions, fragmentent de plus en plus l'espace. Cette amplification de l'emprise agricole résulte

en partie d'une politique de l'Etat engagée depuis des années en faveur de la privatisation des terres, entraînant une course à la terre. L'arboriculture s'est ainsi développée aux dépens de l'élevage dans les piémonts et les plaines, même sur des terrains peu adaptés». M. Bouabdelli a également évoqué la nappe de chott Gharbi qui est située au nord de la wilaya de Naâma et au sud de Tlemcen, et s'étend sur une superficie d'environ 15 000 km, dont le débit a été évalué par un volume de 40hm³/an, soit un débit fictif continu de 1270 l/s, dira-t-il.

Pour les autres intervenants,

certain ont axé leurs interventions sur les enjeux stratégiques et les modalités d'accès et de réalisations de nouvelles exploitations, les stratégies après exploitation des terres agricoles, les lois organiques du foncier et des périmètres, les assurances, les travaux cadastraux, les stations topographiques, et bien d'autres sujets liés à l'agriculture, principal sujet économique de l'heure après le pétrole, ont été abordés lors de cette journée, qui avait aussi pour ordre du jour principal : «La terre nourrit l'homme, il faut la protéger.»

B. Henine

MOSTAGANEM

L'Anem se dote d'un site internet

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) de Mostaganem vient tout juste de lancer à l'instar d'autres wilayas, un nouveau site internet (www.anem.dz) pour permettre aux demandeurs d'emploi et aux employeurs de s'inscrire en ligne, a annoncé Mohamed Dahou le directeur de l'Anem.

C'est une nouvelle les chaînes et autres procédure propre à déplacements dans les l'Agence nationale de antennes Anem de l'emploi qui permettra wilaya pour s'inscrire en aux demandeurs de ligne à partir de son l'emploi de ne pas subir domicile ou d'un cyber-

café sur les listes de demandeurs d'emploi. Néanmoins, le demandeur ne devrait se déplacer qu'une seule fois à l'agence locale de l'emploi, et ce, dans les 30 jours qui suivent son inscription pour valider sa demande. L'exercice de l'année 2016 par rapport aux prévisions sur les recrutements est positif puisque 5 127 demandeurs d'emploi ont été

placés dans diverses activités professionnelles dont 309 en CDD (contrat à durée déterminée). Le secteur privé étranger (construction du tramway et BTPH) engendre 609 placements tandis que la part la plus importante revient au secteur privé local dans tous les secteurs confondus avec 3 247 placements.

A. B.